



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 12 juin 2023

❖ Régional

Les levées de fonds des start-up africaines se sont élevées à 621,8 MUSD en mai 2023

Les levées de fonds réalisées par les start-ups africaines au mois de mai 2023 se sont élevées à 621,8 MUSD, selon des données publiées par le cabinet de conseil en économie numérique *TechCabal Insights*. La répartition des levées de fonds par sous-région montre que les start-ups d'Afrique de l'Est ont accaparé 414,7 MUSD, soit 64,6 % du total des financements mobilisés. Viennent ensuite l'Afrique australe (21,3 %), Afrique de l'Ouest (13,7 %) et l'Afrique du Nord (0,4 %). La part prépondérante de l'Afrique de l'Est s'explique essentiellement par les levées réalisées par deux start-ups kényanes : la plateforme de financement *M-Kopa* (255 MUSD) et le fournisseur de solutions solaires hors réseau *Sun King* (130 MUSD). Les fintechs arrivent en tête avec 442 MUSD (68,9 %), devant les cleantechs (20,3 %), et les start-ups opérant dans le domaine du transport et de la logistique (6,1 %).

❖ Burundi

Nouvelles coupures de 5 000 et 10 000 BIF

Suite à l'observation d'une carence de billets de 5 000 et 10 000 francs Burundi (BIF) dans les caisses des banques et des institutions de microfinance et l'augmentation conjointe de la circulation fiduciaire dans le circuit informel, les autorités burundaises ont décidé de remplacer ces coupures par de nouvelles. Les billets de 5 000 et 10 000 BIF datés du 4 juillet 2018 ont été retirés de la circulation le 7 juin et remplacés par de nouveaux billets datés du 7 novembre 2022. La BRB a donné un délai de 10 jours (jusqu'au 17 juin) pour accorder aux personnes détentrices de ces billets de les déposer sur leurs comptes dans les banques et les institutions de microfinance, dans une limite de 10 MBIF pour les personnes physiques et 30 MBIF/jour/compte pour les personnes morales. A partir du 18 juin, ces billets perdront leur cours légal et la BRB cessera également d'échanger les autres séries de billets de 5 000 et 10 000 BIF antérieures au 4 juillet 2018. Cependant, la population est confrontée à deux problèmes majeurs : la potentielle perte d'argent si la valeur détenue en billets de 5 000 et 10 000 BIF dépasse les seuils fixés par la BRB, et la

difficulté, voire l'impossibilité de retirer les nouveaux billets.

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Suspension partielle de l'aide alimentaire de l'USAID et du PAM en Ethiopie après des soupçons de détournement

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a partiellement suspendu son aide alimentaire en Ethiopie après que des soupçons de vol généralisé et coordonné ont émergé. L'objectif de cette suspension et la condition de la reprise sont la mise en place d'un ensemble de garanties et de contrôles pour éviter le détournement des denrées alimentaires dans le pays. Cette interruption intervient après celle décidée par l'agence américaine de développement USAID, premier contributeur du pays à l'aide alimentaire (1,4 Md USD de dons sur l'année 2022). USAID a en effet mené une enquête

constatant des détournements de l'aide alimentaire à l'échelle du pays. Les deux organisations attendent des mesures drastiques et exceptionnelles de la part du gouvernement central et des gouvernements régionaux avant de rétablir leur soutien. L'enjeu est de taille pour le pays, dont plus de 16% de la population, à savoir 20 M de personnes, dépendent directement de ces denrées dans un contexte où les conflits internes et les sécheresses à répétition fragilisent la production agricole locale. A ce jour, les rapports d'USAID ne désignent aucun coupable nommément mais mettraient en évidence le caractère massif et systématique des mécanismes incriminés.

Soutien de la SFI et la MIGA à l'implantation de Safaricom en Ethiopie

La SFI et la MIGA ont lancé leur opération de soutien à l'opérateur kényan *Safaricom* pour son implantation en Ethiopie. La première a annoncé une prise de participation minoritaire en fonds propres à hauteur de 157,4 MUSD dans *Global Partnership for Ethiopia BV (GPE)*, consortium d'opérateur téléphonique ayant investi dans le projet d'expansion de *Safaricom* sur le marché éthiopien. La SFI a également fait un prêt A de 100 MUSD à la filiale éthiopienne de l'opérateur kényan. En parallèle, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournira des garanties d'un montant de 1 Md USD pour couvrir les investissements des actionnaires de *Safaricom Ethiopia*, à savoir *Vodafone Group*, *Vodacom*, *Safaricom* et *British International Investment*. L'objectif annoncé pour les deux bailleurs est double : d'abord aider au déploiement des réseaux mobile, 4G et 5G de *Safaricom Ethiopia* dans

les zones rurales et urbaines et d'autre part, stimuler les IDE dans le pays à la fois pour le domaine des télécoms mais aussi pour le domaine des télécoms mais aussi pour d'autres pans de l'économie éthiopienne. Ces investissements sont particulièrement importants à la fois pour l'entreprise kényane qui a des difficultés depuis son arrivée dans le pays en raison d'un surcoût important et non anticipé de ses investissements et pour le pays, qui, face à des difficultés macroéconomiques structurelles peine à attirer de nouveaux investisseurs depuis la fin du conflit.

Les freins au développement de l'accès décentralisé à l'électricité en Ethiopie

Selon une étude menée par le cabinet de conseil éthiopien *Precise*, la pénurie de devises ainsi que des incohérences parmi les incitations fiscales pourraient limiter les progrès de l'Ethiopie en termes d'accès à l'électricité, notamment pour les populations les plus isolées dépendantes des solutions décentralisées. L'étude indique qu'une plus forte mobilisation de devises à destination des solutions hors-réseau est nécessaire afin d'atteindre l'objectif d'accès universel via la connexion de 35% de la population à des solutions hors-réseau d'ici 2025 comme fixé par le gouvernement. Le besoin en devises serait de 1,4 Md USD sur la période, soit une somme neuf fois plus importante que le total des devises débloquées entre 2019 et 2022. Le développement de filières d'assemblage voire de fabrication de systèmes solaires hors-réseau (SHS) en Ethiopie serait un moyen de réduire la dépendance du secteur aux importations et donc les coûts des solutions. Néanmoins, ce développement est freiné par un environnement fiscal et douanier difficilement lisible. L'Ethiopie

compterait actuellement 4 assembleurs de SHS (capacité totale de 80 000 unités/an pour l'assemblage) et aucun fabricant opérationnel.

Kenya

L'UE conclut un accord de partenariat économique (APE) avec le Kenya

Ce dernier intervient alors que Bruxelles conteste l'implication croissante de la Chine en Afrique et cherche à renforcer ses relations économiques avec le continent. Cet accord accordera aux exportations kényanes un accès exempté de droits de douane et sans quota au marché de l'UE. Dans l'autre sens, le Kenya n'ouvrira que progressivement l'accès à son marché. Pour rappel, l'UE est déjà le plus grand marché d'exportation du Kenya avec plus de 20 % des exportations totales du pays. En contrepartie, le Kenya ouvrira progressivement son marché à davantage d'importations en provenance de l'UE. Les autorités kényanes ont également accepté des engagements contraignants sur la protection de l'environnement, le climat et le droit du travail. Cet accord est l'héritage d'un APE plus large conclu avec la CAE en 2014 mais jamais mis en œuvre en raison de la réticence de la Tanzanie. Il y a deux ans, les autres membres du bloc avaient permis au Kenya de poursuivre une renégociation de l'accord de manière unilatérale.

Les impayés de l'État kényan aux négociants en pétrole s'élèvent à 300 MUSD

D'après un communiqué de l'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (Epra),

le montant des impayés de l'État kényan aux négociants en pétrole s'élèverait à 45,8 Mds KES (0,3 Md USD). Un montant significatif attribuable au programme de subvention du carburant mis en place en avril 2021 et interrompu en septembre dernier sur recommandation du FMI dans le but d'alléger les pressions sur les finances publiques. Les trois principales compagnies pétrolières, Vivo Energy Kenya, TotalEnergies Marketing Kenya et Rubis Energy Kenya, représenteraient 56 % des sommes impayées, soit environ 25,7 Mds KES (0,2 Md USD). Conséquence directe de ces impayés, depuis l'année dernière, les négociants en pétrole ont fortement emprunté aux banques tandis que plusieurs petits revendeurs ont été contraints de fermer boutique, bien que temporairement.

Corbett, la nouvelle moto électrique d'ARC Ride circule à Nairobi

La start-up de mobilité kényane ARC Ride met en circulation sa moto électrique *Corbett* à Nairobi. Les deux-roues ont été fabriquées localement dans le but de faciliter les déplacements des populations de la capitale kényane ainsi que la livraison des marchandises dans un contexte de forte inflation, des prix du carburant notamment. Selon ARC Ride, *Corbett* est dotée d'un moteur de 3 kW et d'une autonomie de 60 kilomètres. Chaque conducteur possède une batterie, qu'il peut changer dans les stations de *swapping* grâce à une application mobile. L'utilisation des stations d'échange en libre-service dure moins de 2 minutes et permettrait d'économiser 40 % des coûts par kilomètre par rapport à l'essence selon l'entreprise. Cette moto électrique devrait également permettre de réduire la pollution atmosphérique. ARC Ride cible principalement le marché des établissements hôteliers et des surfaces

commerciales. La start-up a installé près de 40 stations d'échange dans la capitale kényane et ambitionne d'atteindre au moins 100 stations d'ici la fin de l'année.

Madagascar

La Banque mondiale approuve un appui budgétaire de 100 MUSD pour une croissance inclusive et résiliente

Madagascar a obtenu le 8 juin un appui budgétaire de 100 MUSD de la Banque mondiale pour stimuler une croissance inclusive et résiliente. Il vise à améliorer la transparence et la stabilité macrobudgétaire, la concurrence sur les marchés et la gouvernance d'entreprise dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'exploitation minière. Il s'agit notamment de : i) soutenir la Jirama en matière de contrats d'achat d'électricité, ce qui contribuera à orienter la production vers les énergies renouvelables tout en élargissant la contribution du secteur privé ; ii) lever la suspension de la délivrance de permis miniers et des exportations d'or pour permettre au pays de mieux saisir les opportunités de croissance ; et iii) encourager les investissements compétitifs dans l'infrastructure digitale afin de rendre les services numériques plus abordables.

Signature de deux accords de dons de 1,8 MUSD avec la BAD

Le ministère de l'Economie et des Finances et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont signé le 12 juin deux accords de dons d'un montant total de 1,8 MUSD. Le premier don de 1,3 MUSD concerne la mise en œuvre de réformes et politiques

appropriées liées à la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Il sera destiné à soutenir la mise en place d'un cadre institutionnel et à renforcer la capacité des acteurs et la sensibilisation de toutes les parties prenantes avec une forte implication du secteur privé. Le deuxième accord est un don d'urgence de 0,5 MUSD issu du fonds spécial de secours. Il vise à contribuer aux efforts menés par l'Etat malgache afin de venir en aide aux populations qui ont subi les dégâts du cyclone Freddy. Grâce à cette aide, 32 000 personnes pourront bénéficier de vivres, à savoir 342 tonnes de riz, 57 tonnes de légumes secs et 34 tonnes d'huiles alimentaires.

📍 Maurice

Pas de brève cette semaine

📍 Ouganda

La loi Antihomosexualité 2023 met à risque le soutien des bailleurs multilatéraux et bilatéraux

La loi Antihomosexualité 2023 (*Anti-Homosexuality Bill 2023*) a été votée au Parlement (387/389 voix) et promulguée le lundi 29 mai. Cette loi criminalise et proscrie tout acte homosexuel et tout comportement pouvant s'apparenter à une promotion de l'homosexualité, autorisant jusqu'à la peine de mort ou l'emprisonnement à vie pour les actes incriminés. Elle doit encore être examinée par la Cour suprême, à qui il reviendra de se prononcer sur sa validité, sachant que ce

processus peut prendre du temps. A titre d'exemple, une loi similaire votée en décembre 2013, avait été validée par la Cour en août 2014. Dans l'attente de la décision de la Cour, la loi suscite déjà de nombreuses réactions à l'instar des Etats-Unis, qui pourraient appliquer des sanctions et restrictions à l'entrée des Etats-Unis, et réduire leur aide dans le secteur de la santé (les USA sont le premier partenaire au développement de l'Ouganda, représentant 23 % de l'APD reçue en 2021). D'autres partenaires pourraient également suspendre leurs aides et leurs financements. Selon une déclaration commune du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, de ONUSIDA et du PEPFAR (Plan du président américain d'urgence d'aide à la lutte contre le sida), « la stigmatisation et la discrimination associées à l'adoption de la loi auraient déjà réduit l'accès aux services de prévention et de traitement [du VIH] ».

Tensions sur le marché du lait entre l'Ouganda et le Kenya

Le Kenya a limité l'émission de permis d'importation nécessaires pour accéder au marché kényan. Ces restrictions à l'importation sur les produits laitiers ont entraîné le blocage de 24 millions de litres de lait transformés en Ouganda. Selon l'Autorité de développement du secteur laitier (DDA), l'Ouganda produit 3,2 Mds de litres de lait par an, contre une consommation domestique inférieure à 1 Md de litres par an. Le Kenya, en déficit de production de 2,2 Mds de litres de lait, aurait une capacité d'absorption d'environ 700 millions de litres de lait ougandais par an, alors que l'Ouganda lui vend seulement 200 millions de litres chaque année. Le secrétaire permanent ougandais à l'agriculture, David Kasura Kyomukama, a

déclaré qu'en plus de promouvoir la consommation locale par le biais d'un programme d'alimentation en lait dans les écoles, le gouvernement exportera vers d'autres pays en raison des restrictions imposées par le Kenya, pourtant partenaire historique. L'Ouganda pourrait passer un accord avec l'Algérie, déjà importateur du lait ougandais, et qui pourrait absorber environ 1,4 Md de litres de lait pour une valeur d'environ 500 MUSD (1,8 Md US\$). Par ailleurs, le lait ougandais pourrait être exporté aux voisins congolais, rwandais ou burundais. Les surplus de stock de lait ont également entraîné la baisse de près de moitié du prix du litre de lait à la sortie de l'usine, qui est passé de 1000 US\$ (0,27 USD) à entre 400 et 600 US\$ (entre 0,11 et 0,16 USD) selon l'accessibilité des zones.

📍 Rwanda

Le Rwanda a attiré 399 MUSD d'IDE en 2021

La Banque centrale du Rwanda a publié un rapport de recensement des capitaux privés étrangers au Rwanda pour l'année 2021. Il en ressort que le Rwanda a connu une augmentation significative des investissements directs étrangers (IDE) en 2021, attirant 399,3 MUSD, soit une augmentation de +45,7 % par rapport aux 274,1 MUSD enregistrés en 2020. La croissance de l'IDE peut être attribuée à des conditions d'investissement favorables et une reprise post-covid, ainsi qu'à l'utilisation d'instruments de dette et de capitaux propres, ce qui a entraîné une augmentation de +8,5 % des stocks d'IDE, qui ont atteint 2,9 Mds US\$. La plus grande partie des IDE provient ou transite par Maurice, soit 30,5 %, principalement investis dans les secteurs de

la finance, des TIC, de l'industrie manufacturière et de l'électricité. L'Inde suit avec 17,9 % d'investissements dans la construction, et la Chine avec 17,6 % d'investissements dans le tourisme et l'industrie manufacturière.

📍 Seychelles

L'AFD et l'UE engagées dans les travaux d'assainissement sur l'île de La Digue

Un an après le lancement du projet de construction d'un système d'assainissement centralisé pour l'île de la Digue aux Seychelles, la *Public Utilities Corporation (PUC)* a déclaré que les travaux progressent de manière satisfaisante. Le plan visant à couvrir 95 % de la production d'eaux usées domestiques à La Digue a été annoncé en 2018. Il est financé par la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Agence française de développement (AFD) et la PUC pour un montant de 16 MUSD. Les travaux comprennent l'installation d'un système de collecte des égouts le long de la côte ouest de La Digue et la construction d'une station d'épuration à *L'Union Estate*. Le système de collecte des égouts, divisé en deux lots attribués aux projets *Earth Development* et *Ascent*, est en bonne voie, les deux étant achevés à 52 %. Une fois terminée, l'installation aura la capacité de traiter un débit moyen de 1 000 m³ par jour.

📍 Somalie

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan

Mesures d'urgence de la Banque centrale du Soudan

Le 8 juin, la Banque centrale a annoncé la création d'une cellule de crise présidée par le gouverneur de la banque et regroupant tous les directeurs généraux des banques commerciales. Cette cellule aura pour mission de résoudre les difficultés techniques entravant l'accès aux services bancaires électroniques ainsi que l'élaboration de mesures visant à assurer la continuité des services bancaires dans les agences des banques commerciales en province. Elle est chargée également de mettre en place des dispositifs permettant la reprise des services de financement, notamment des agriculteurs, et des opérations d'exportation à travers des systèmes manuels.

Craintes égyptiennes face à l'augmentation du flux de réfugiés soudanais

Le président égyptien a annoncé que son pays a reçu, depuis le début du conflit, 200 000 ressortissants soudanais fuyant la guerre. D'après l'UNHCR, ce nombre est susceptible d'atteindre 350 000 dans les six prochains mois. Les autorités égyptiennes ont mis en place de nouvelles restrictions à l'entrée des ressortissants soudanais pour des motifs sécuritaires. Par ailleurs, le fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) de l'ONU a alloué 5 MUSD pour soutenir les efforts humanitaires de l'ONU en Egypte en faveur des personnes fuyant le conflit au Soudan. A noter les grandes difficultés économiques que rencontrent les

réfugiés soudanais en Egypte, puisque la très grande majorité a tout perdu et manque de ressources financières pour faire face au coût de la vie. C'est pourquoi, certains envisagent même un retour au Soudan.

🍷 Soudan du Sud

Pas de brève cette semaine

🍷 Tanzanie

Le secteur privé demande au gouvernement de réviser son régime fiscal

Lors de la 14^{ème} réunion du *Tanzania National Business Council* (TNBC) présidée par Samia Suluhu Hassan, les membres de la *Tanzania Private Sector Foundation* (TPSF) ont demandé au gouvernement de procéder à une révision complète du système fiscal et de la structure des taxes afin d'améliorer l'environnement des affaires dans le pays. La présidente de la TPSF, Angelina Ngalula, a évoqué un système fiscal « dépassé » (dernière révision il y a plus de dix ans) et des tentatives de réformes récentes infructueuses entraînant des résultats indésirables pour l'économie tanzanienne. Parmi les autres demandes soumises au gouvernement par la présidente de la TPSF, ont été mentionnées: l'adhésion de la *Tanzania Revenue Authority* (TRA) aux pratiques internationales en matière d'achat et d'inventaire des marchandises; la synchronisation des systèmes numériques du gouvernement pour faciliter la gestion fiscale et limiter la corruption; le recours à des discussions structurées avec des associations professionnelles officielles

telles que la TPSF afin de favoriser le dialogue entre le gouvernement et le secteur privé.

Accord intergouvernemental entre la Tanzanie et Dubaï pour l'amélioration de l'efficacité des ports tanzaniens

Le 10 juin 2023, l'Assemblée nationale a approuvé un accord intergouvernemental entre la Tanzanie et Dubaï. Cet accord devrait ouvrir un nouveau chapitre de négociations et de coopération entre l'Autorité portuaire tanzanienne (*Tanzania Ports Authority, TPA*) et DP World, une multinationale spécialisée en logistique basée à Dubaï. La commission a demandé au gouvernement de veiller à ce que les accords à venir protègent les intérêts généraux de la Tanzanie. En octobre 2022, la Tanzanie et Dubaï s'étaient convenus d'instaurer une coopération économique et sociale pour développer et améliorer l'efficacité des ports tanzaniens.

Le port de Dar es Salam est la principale porte d'entrée commerciale de la Tanzanie, il traite environ 95% du commerce international du pays. Selon le ministre de la Construction et des Transports, Makame Mbarawa, le port aurait le potentiel de traiter jusqu'à 30 M t par an mais cette capacité n'est pas encore atteinte, compte tenu des pressions exercées sur la manutention portuaire. Selon les données de TPA, le port maritime de Dar es Salam a traité 17 M t de marchandises en 2021 (contre 14 M t en 2017) grâce notamment à l'augmentation de ses capacités, à une campagne de marketing ainsi qu'à la reprise des échanges après l'épidémie de Covid-19.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)
Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)
Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)
Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)
Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)
Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international